

Agence espagnole pour la coopération Internationale au développement

# Stratégie humanitaire 2020-2021

## *Le Sahel et la crise du lac Tchad*

---



# INDICE

<b>STRATÉGIE HUMANITAIRE 2020-2021 LE SAHEL ET LA CRISE DU LAC TCHAD</b>	<b>_3</b>
<b>I. CONTEXTE</b>	<b>_4</b>
TABLEAU 1. Bassin du Lac Tchad : Information sur la Situation Humanitaire	8
TABLEAU 2. Sahel (Mali et Niger) : Information sur la Situation Humanitaire	8
TABLEAU 3. Information Générale : Indices de Développement	9
<b>2. POPULATIONS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ</b>	<b>_9</b>
<b>3. PRINCIPAUX BESOINS HUMANITAIRES ET RÉPONSE INTERNATIONALE</b>	<b>_10</b>
<b>4. POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE</b>	<b>_11</b>
4.1. Objectifs Stratégiques	11
4.2. Pays d'Intervention	11
4.3. Secteurs d'Intervention	11
TABLEAU 2 : Secteurs et Sous-secteurs d'Intervention Prioritaires par Pays	12
4.4. Principaux Partenaires	13
<b>5. MATRICE DE REDEVABILITÉ</b>	<b>_13</b>

# Stratégie humanitaire 2020-2021

## Le Sahel et la crise du lac Tchad

---

L'Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID), rattachée au ministère des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération (MAUC), est le principal organe de gestion de la coopération espagnole, qui, dans le cadre de son action en faveur du développement humain durable et contre la pauvreté, inscrit l'action humanitaire parmi ses priorités.

L'Office pour l'action humanitaire (OAH) de l'AECID, créé en 2007, est chargé de la gestion et de la mise en œuvre de l'action humanitaire publique espagnole, régie par les principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. L'action de l'OAH suit les recommandations générales définies dans le V<sup>e</sup> Plan directeur de la coopération espagnole (2018-2021) et dans la Stratégie d'action humanitaire de la coopération espagnole 2019-2026 (SAH). Ce dernier document constitue la pierre angulaire de l'action humanitaire de l'Espagne et définit plusieurs approches qui doivent orienter la mise en œuvre des interventions en fonction des facteurs suivants : les droits des populations assistées ; le genre, l'âge et la diversité ; la prévention, la réduction des risques de catastrophes et le suivi des risques ; la résilience, le principe « ne pas nuire » et la sensibilité au conflit ; et la protection de l'environnement.

Par ailleurs, dans le sillage du Sommet humanitaire mondial de 2016 et du *Grand Bargain* adopté cette même année, l'AECID a acquis divers engagements visant à améliorer la qualité de l'aide.

À partir de ces approches et de ces engagements, et afin d'accroître les performances de la réponse humanitaire apportée par l'AECID dans les principaux contextes de crise, des stratégies sont définies pour des zones géographiques prioritaires. Elles s'inscrivent dans la continuité des plans de réponse humanitaire des Nations Unies et de l'Union européenne et viennent compléter les cadres de partenariat-pays (CPP) éventuellement en vigueur dans les régions concernées.

La stratégie humanitaire pour le Sahel et le lac Tchad 2020-2021, qui tire les leçons de l'action mise en œuvre par l'AECID en 2018 et 2019, cherche à répondre aux besoins identifiés dans cette région en mettant l'accent sur des secteurs concrets.

L'approche fondée sur le genre, l'âge et la diversité établie dans la SAH doit guider les interventions de manière transversale. C'est la raison pour laquelle l'AECID veillera à ce que tous les projets auxquels elle apporte son soutien garantissent que toutes les personnes bénéficient de l'aide, des ressources et des services, en fonction des besoins spécifiques de chacun, de leurs rôles et de leurs capacités. Les femmes et les enfants feront notamment l'objet d'une attention particulière, et la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre dans le cadre de crises humanitaires constituera une priorité.

Un soutien sera donc apporté aux projets qui appliquent les marqueurs de genre du Comité permanent interorganisations (CPI), codes 3 et 4<sup>1</sup>, et de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne (DG ECHO), note 2<sup>2</sup>.

---

1 « MGA IASC : aperçu général », document du CPI (en anglais IASC : Inter-Agency Standing Committee). Disponible ici : <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/Marcador%20de%20G%C3%A9nero%20FAQs.pdf>

2 « Marqueur de genre et d'âge », DG ECHO. Boîte à outils disponible ici : [https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender\\_age\\_marker\\_toolkit.pdf](https://ec.europa.eu/echo/files/policies/sectoral/gender_age_marker_toolkit.pdf)

L'AECID privilégiera par ailleurs les interventions tenant compte des autres approches et priorités horizontales de la coopération espagnole, à savoir : l'approche inclusive ; la gestion axée sur les résultats ; et l'intégration transversale et effective de la durabilité environnementale, de la diversité culturelle et des droits humains.

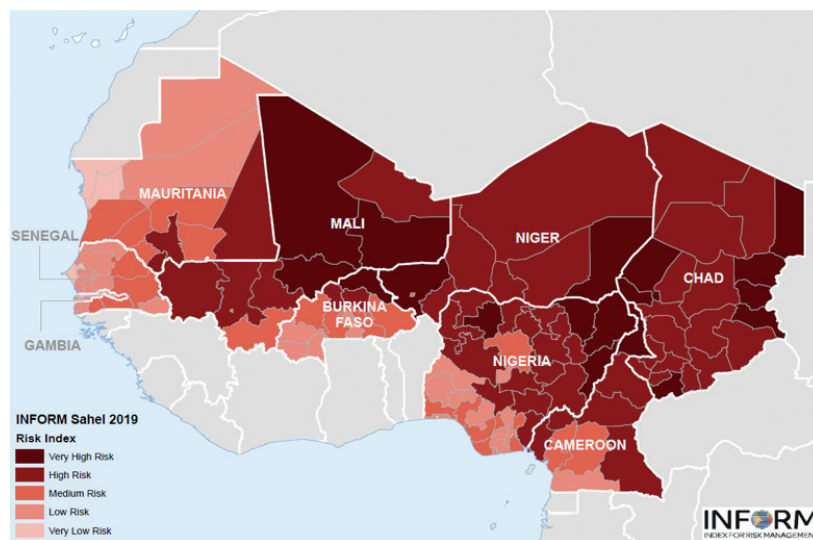
De même, le recours à l'aide en espèces et aux coupons sera considéré un élément clé de la réponse humanitaire et, dans la mesure du possible, l'aide non marquée et le soutien aux acteurs locaux seront encouragés.

Enfin, il ne faut pas oublier que la réponse à la pandémie de COVID-19 et à ses répercussions dans les contextes humanitaires devrait occuper une place importante dans les contributions acheminées par l'intermédiaire d'ONG ou d'organismes internationaux. L'impact sur les activités financées sera certain, puisqu'il est prévu de consacrer une grande partie des efforts aux actions qui contribueront à la lutte contre la maladie et ses conséquences. Dans la droite ligne de la Stratégie de réponse conjointe de la coopération espagnole à la crise de la COVID-19, les trois axes prioritaires sont les suivants : sauver des vies et renforcer les systèmes de santé ; protéger et restaurer les droits et les moyens de subsistance et renforcer les capacités des personnes en situation de vulnérabilité ; préserver et transformer les systèmes socioéconomiques, reconstituer le tissu productif et renforcer la gouvernance démocratique, en plaçant les personnes au cœur des enjeux.

## I. CONTEXTE

Le Sahel est l'une des régions les plus pauvres de la planète. C'est aussi une région aujourd'hui frappée par une crise multidimensionnelle où se mêlent pauvreté, conflits intercommunautaires, changement climatique et recrudescence de l'extrémisme religieux. Les États de la région sont différemment touchés et ces disparités expliquent que la coopération espagnole ait décidé d'intervenir au Mali, au Niger et au Nigeria, trois pays où, selon la FAO et le Cadre harmonisé du Sahel, environ 5,1 millions de personnes se trouvent dans les phases les plus élevées d'insécurité alimentaire (phase 3 : crise ; phase 4 : urgence ; phase 5 : famine). D'après les projections, près de 1,5 millions d'enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë sévère et environ 2,35 millions de personnes devraient être contraintes de fuir leurs foyers en raison de conflits<sup>3</sup>. Sur les neuf pays de la région, quatre figurent parmi les dix derniers de la liste du Rapport sur le développement humain 2019<sup>4</sup>. Le Mali et le Niger en font partie.

Avec un taux moyen d'accroissement de la population de 3,04 % par an, ces trois États, et le Sahel en général, se situent parmi les régions avec la plus forte croissance démographique au monde. En 2030, la population du Sahel



3 <http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1254918/>  
<http://www.fao.org/emergencies/resources/documents/resources-detail/en/c/1253430/>  
<http://www.fao.org/emergencies/countries/detail/en/c/161495/>

4 « Rapport sur le développement humain 2019 », PNUD, 2019. Disponible ici : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2019\\_overview\\_-\\_spanish.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_spanish.pdf)

devrait atteindre les 438,32 millions de personnes<sup>5</sup>. Or, cet accroissement de population ne s'accompagne pas d'une croissance économique, et les personnes les plus vulnérables sont les premières touchées par l'absence de services de base et par les terribles conflits internes, qui sont à l'origine d'une dégradation de leurs conditions de vie.

Pays	Population 2019	Population 2030
Nigeria	203 363 918	262 977 000
Niger	23 722 608	34 846 000
Mali	19 973 000	26 957 000

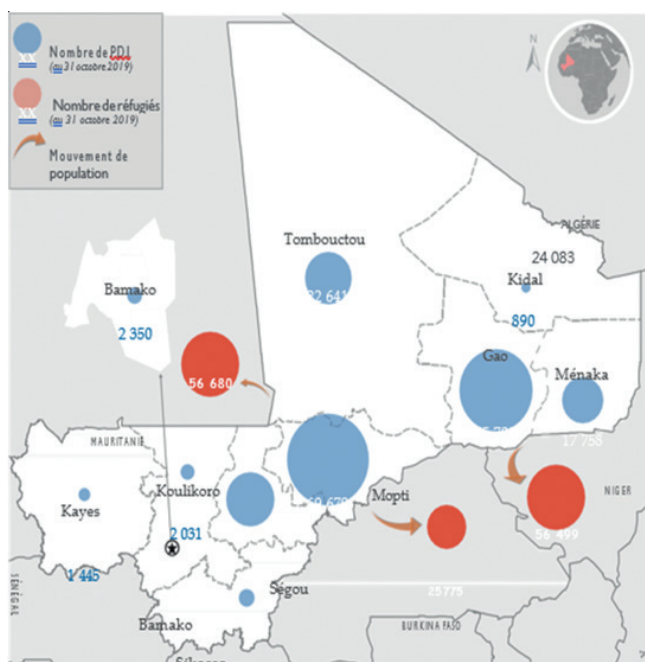
Ces dernières années, les populations de la région ont été confrontées à de multiples épisodes de violence (bassin du lac Tchad, centre et nord du Mali). Les tensions et les conflits ont provoqué la destruction d'infrastructures et de nombreuses pertes en vies humaines, plongeant un grand nombre de personnes dans la souffrance et les contraignant à quitter leurs foyers. Par ailleurs, les états d'urgence mis en place par les gouvernements de la région afin de combattre l'insécurité dans certaines zones, ont entraîné une restriction des droits et réduit la capacité d'autosuffisance des populations.

Les problèmes liés au changement climatique et à la pauvreté extrême ont installé le Sahel dans une crise chronique et prévisible, qui requiert une réponse coordonnée, la mobilisation d'une large gamme d'instruments financiers et techniques et l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs. Le retrait progressif des donateurs humanitaires, qui se sont tournés vers d'autres crises ou situations d'urgence, et la réduction des financements exigent de mettre en œuvre une approche fondée sur la prévention des risques et d'introduire progressivement des mécanismes d'anticipation, tout en assurant une meilleure articulation du nexus action humanitaire-développement-paix dans des secteurs essentiels, tels que l'éducation, la santé, les activités productives et la sécurité alimentaire.

**Mali.** Le conflit qui secoue le nord du pays depuis plusieurs années (Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou) a progressé vers le sud, touchant les régions centrales de Mopti et de Ségou, où les conflits ethniques traditionnels s'ajoutent aux attaques djihadistes. En 2019, les affrontements entre Peuls, Dogons et Bambaras ont ainsi fait plus de 700 victimes. Les hostilités se sont étendues vers le Burkina Faso et l'est du Niger, dans la région du Liptako-Gourma.

Toujours en 2019, les groupes radicaux ont tué plus de 200 militaires appartenant à l'armée malienne ou aux forces armées étrangères déployées au Mali.

Au moment où le présent document était rédigé, la Commission Mouvement de Populations (CMP)<sup>6</sup> estimait le nombre de personnes déplacées internes à plus de 200 000 (voir carte ci-dessus). Ces déplacements étaient particulièrement importants dans les régions de Mopti et de Gao, où les violences communautaires ne cessent d'augmenter. Le Programme alimentaire mondial prévoit que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire extrême devrait s'élever à 1,17 millions en 2020, une situation qui pourrait progressivement s'aggraver en 2021, et le Cluster Nutrition estime que 795 000 personnes (605 000 enfants de 6 à 59 mois, 190 000 femmes enceintes et allaitantes) souffrent de malnutrition aiguë ou sévère.



Carte de personnes déplacées internes, octobre 2019. Source : CMP.

5 Ce chiffre fait référence à l'ensemble des neuf pays de la région du Sahel et du lac Tchad. Disponible ici : <http://worldpopulationreview.com/countries/>

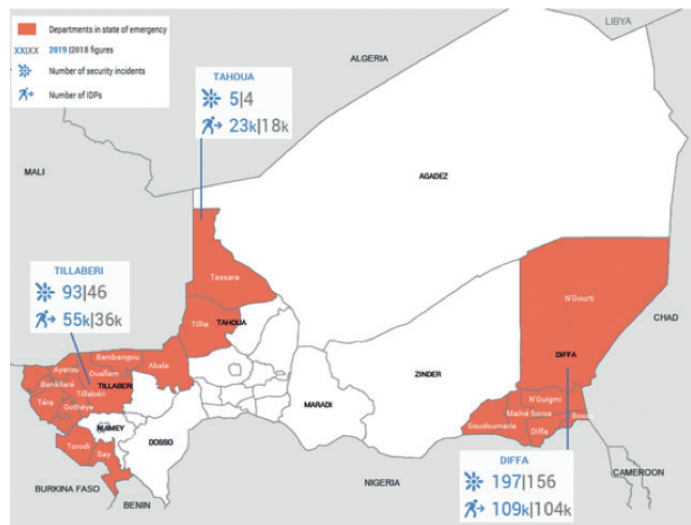
6 Cluster Protection au Mali. Commission Mouvement de Populations. La CMP, avec le soutien du HCR au Mali, émet tous les mois des rapports sur les mouvements de population au Mali.

En ce qui concerne la question de la protection, il est estimé que 1 428 661 personnes sont exposées à des violations flagrantes de leurs droits fondamentaux<sup>7</sup>. Les femmes et les filles sont les principales concernées. Actuellement, les agressions sexuelles représentent 72 % des atteintes aux droits des femmes et 66 % de ces atteintes correspondent aux viols perpétrés dans les régions du centre et du nord<sup>8</sup>, cette pratique étant devenue désormais une arme de guerre. Il faut ajouter à ces chiffres une augmentation des mariages d'enfants (mariages précoces et forcés) et des actes de mutilation génitale féminine, une tradition qui se pérennise et s'accroît.

Par ailleurs, depuis 2018 l'UNICEF alerte sur la situation des enfants au Mali, dénonçant une recrudescence des violations de leurs droits (assassinats, enrôlements et viols) ainsi que l'augmentation constante des fermetures d'écoles (926) dues aux menaces proférées contre le personnel enseignant, aux déplacements de population et à l'insécurité permanente. Aujourd'hui, plus de 270 000 enfants sont privés d'accès à l'éducation élémentaire, surtout dans les régions de Gao, Mopti et Ménaka, où les attaques contre la population et les infrastructures sont en hausse.

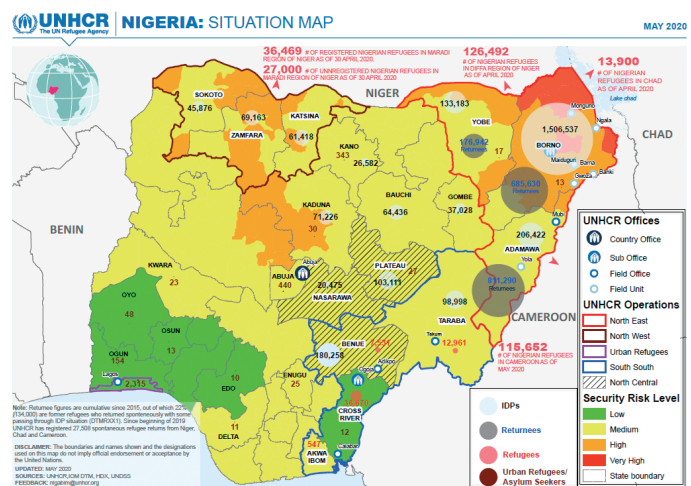
Enfin, les intempéries viennent allonger la liste des maux qui frappent le pays. Ainsi, en 2019, les fortes précipitations ont contraint plus de 800 000 personnes à quitter leurs foyers dans les régions de Mopti et de Ségou.

**Niger.** Le nombre de personnes déplacées, réfugiées et retournées est estimé à plus de 340 000 (174 593 personnes réfugiées et 174 232 déplacées)<sup>9</sup>. Ce chiffre suit une courbe ascendante depuis plusieurs années, pour deux raisons : d'une part, la persistance, voire, dans certains cas, l'intensification des conflits qui agitent les régions de Diffa et du lac Tchad (118 868 personnes réfugiées, 104 288 déplacées et 25 731 retournées), et de Tillabéri et de Tahoua, à la frontière du Mali (54 961 personnes réfugiées, 76 634 déplacées) ; et d'autre part, l'apparition de nouvelles sources d'instabilité à la frontière du Burkina Faso (3 000 personnes déplacées) et dans la région de Maradi, frontalière du Nigeria (20 000 personnes en provenance du Nigeria). En matière de migrations, le Niger est devenu depuis quelques années un pays de transit vers le nord de l'Afrique et un pays d'accueil (réinstallation de personnes migrantes et réfugiées).



Parallèlement, le nombre de personnes en situation de pauvreté structurelle et en besoin d'assistance alimentaire et nutritionnelle, à différents niveaux, demeure élevé. Ce chiffre est estimé à 2,3 millions<sup>10</sup> et l'on ne constate pas d'améliorations. Tous les ans, de nombreuses familles subissent les effets de la hausse des prix, du changement climatique et de l'insécurité. Le nombre d'enfants non scolarisés a augmenté en raison de l'insécurité et des catastrophes naturelles, en particulier dans les régions de Diffa et de Tillabéri, où beaucoup d'écoles sont fermées.

**Nigeria.** Le conflit qui sévit au nord-est du Nigeria depuis huit ans a déclenché une grave crise humanitaire. Suite à l'offensive lancée par l'armée nigérienne contre le groupe terroriste Boko Haram pour reprendre le contrôle du territoire, les violences se sont particulièrement intensifiées à partir de 2013 et de 2014. Désormais tous les pays du bassin du lac Tchad sont touchés et cette crise



7 Cluster Protection au Mali.  
 8 Plan Stratégique Mali 2019, OCHA.  
 9 [https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/ECDM\\_20190503\\_Niger\\_Crisis\\_Overview.pdf](https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/ECDM_20190503_Niger_Crisis_Overview.pdf), avril 2019.  
 10 « Niger : aperçu des besoins humanitaires », OCHA, novembre 2019.

est l'une des plus dramatiques parmi toutes celles qui secouent la planète.

La crise humanitaire qui frappe les États de Borno, Yobe et Adamawa (au nord-est du pays) concerne aujourd'hui 7,8 millions de personnes<sup>11</sup> (soit une augmentation de 8 % en un an), dont plus de 4 millions d'enfants (âgés moins de 18 ans) : 1,89 millions d'entre elles sont des déplacées internes, 1,6 millions des personnes retournées et 2,96 millions font partie des communautés d'accueil. Plus de 1,2 millions de personnes n'ont pas accès à l'aide humanitaire. Plus de 700 000 vivent entassées dans les 250 camps de déplacés mis en place dans les États touchés par le conflit. Dans ces camps saturés, plus de 4 000 cas de violences de genre ont été rapportés, 98 % concernant des femmes et des filles. Environ 1,2 millions de personnes déplacées internes ont été accueillies par des proches ou des amis vivant dans d'autres communautés, d'où une pression supplémentaire sur les ressources, déjà faibles, des populations d'accueil. Actuellement l'insécurité alimentaire affecte plus de 3 millions de personnes, 11,2 % souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS)<sup>12</sup>, soit une augmentation de 4 points par rapport à 2017. Le nombre d'enfants atteints de malnutrition aigüe sévère s'élève à 439 000. Dans toute la région, la forte prévalence de maladies endémiques et épidémiques et les capacités limitées des systèmes de santé pour endiguer à temps les épidémies demeurent un facteur de risque. Le pays continue d'être frappé par des vagues de choléra, de fièvre jaune, de poliomyélite, de fièvre de Lassa et de paludisme<sup>13</sup>.



L'éducation est un autre domaine gravement affecté par le contexte sécuritaire<sup>14</sup>. Depuis 2007, plus de 2 295 enseignants ont été assassinés. En juin 2019, environ 1 050 écoles restaient fermées, soit un peu moins qu'en 2017 (plus de 1 940 établissements fermés), mais plus qu'en juin 2018 (994). Ces fermetures d'écoles concernent 5 000 enseignants. Plus de 1 400 infrastructures scolaires ont été détruites ou endommagées. L'on estime que 450 000 enfants n'ont toujours pas accès à des écoles sûres et que plus de 3 millions d'enfants en âge scolaire ont besoin d'une aide humanitaire en matière d'éducation. Dans le seul État de Borno, 70 % des petites filles en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisées.

L'éducation est un autre domaine gravement affecté par le contexte sécuritaire<sup>14</sup>. Depuis 2007, plus de 2 295 enseignants ont été assassinés. En juin 2019, environ 1 050 écoles restaient fermées, soit un peu moins qu'en 2017 (plus de 1 940 établissements fermés), mais plus qu'en juin 2018 (994). Ces fermetures d'écoles concernent 5 000 enseignants. Plus de 1 400 infrastructures scolaires ont été détruites ou endommagées. L'on estime que 450 000 enfants n'ont toujours pas accès à des écoles sûres et que plus de 3 millions d'enfants en âge scolaire ont besoin d'une aide humanitaire en matière d'éducation. Dans le seul État de Borno, 70 % des petites filles en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisées.

La stratégie humanitaire dans la région doit donc relever plusieurs défis :

- **Accès et sécurité** : les conflits, le crime organisé, la présence de groupes armés, la confusion entre civils et militaires, les mines antipersonnel et l'essor de la criminalité rendent très précaire la sécurité dans la région et entravent l'accès aux personnes dans le besoin.
- **Coordination** : afin d'élargir l'espace humanitaire et de fournir une aide impartiale, les différents acteurs intervenant dans la région doivent agir de manière coordonnée.
- **Prévisibilité et réaction en temps utile** : ces deux aspects concernent en particulier la sécurité alimentaire. La distribution de denrées alimentaires doit être assurée pendant les périodes de soudure, et les graines et les moyens de production doivent être livrés au bon moment pour les semis et les récoltes.
- **Complémentarité entre agences humanitaires et agences de développement** : dans un contexte de crises récurrentes, il convient de conjuguer les efforts et de travailler avec les communautés sous l'angle de la résilience et du nexus humanitaire-développement.
- **Adaptation et capitalisation de la réponse** : il peut être intéressant d'étudier et d'analyser le retour d'expérience des ONG espagnoles intervenant dans le cadre de crises structurelles et chroniques afin d'articuler une meilleure approche nexus humanitaire-développement-paix.

11 [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/01022019\\_ocha\\_nigeria\\_humanitarian\\_needs\\_overview.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/01022019_ocha_nigeria_humanitarian_needs_overview.pdf)

12 « Bassin du lac Tchad : aperçu de la situation humanitaire », OCHA, novembre 2019.

13 <https://www.who.int/emergencies/crises/nga/en/>

14 <https://reliefweb.int/report/nigeria/lake-chad-basin-crisis-education-emergencies-eie-lake-chad-basin-crisis-situation-and>

**TABLEAU 1. BASSIN DU LAC TCHAD : INFORMATION SUR LA SITUATION HUMANITAIRE** <sup>15 16</sup>

Population totale dans la région	Cameroun	4	17,4 millions
	Niger	0,704	
	Nigeria	12	
	Tchad	0,518	
Population en besoin d'aide humanitaire	Cameroun	2,1	10,7 millions
	Niger	0,419	
	Nigeria	7,7	
	Tchad	0,5	
Population déplacée (personnes réfugiées, déplacées internes et retournées)	Cameroun	0,335	2,5 millions
	Niger	0,249	
	Nigeria	1,750	
	Tchad	0,174	
Enfants atteints de malnutrition aigüe sévère (MAS)	Cameroun	0,24	0,490
	Niger	0,16	
	Nigeria	0,439	
	Tchad	0,11	
Population en situation d'insécurité alimentaire sévère	Cameroun	1,5	3,6 millions
	Niger	0,408	
	Nigeria	1,7	
	Tchad	0,025	

**TABLEAU 2. SAHEL (MALI ET NIGER) : INFORMATION SUR LA SITUATION HUMANITAIRE**

Population Mali et Niger	Mali	19,94	43,67 millions
	Niger	23,73	
Population en besoin d'aide humanitaire	Mali	4,89	11,72 millions
	Niger	6,83	
Population déplacée (personnes réfugiées, déplacées internes et retournées)	Mali	0,91	1,47 millions
	Niger	0,56 <sup>17</sup>	
Enfants atteints de malnutrition aigüe sévère (MAS)	Mali	0,61	1,48 millions
	Niger	0,87	
Population en situation d'insécurité alimentaire sévère	Mali	1,1	3,7 millions
	Niger	2,6 <sup>18</sup>	

15 Bassin du lac Tchad. Aperçu 2019.

16 Chiffres en millions de personnes.

17 Seules sont comptabilisées les personnes dont le déplacement interne résulte du conflit au Mali. <https://reliefweb.int/map/niger/niger-localisation-des-personnes-d-plac-es-internes-dans-les-r-gions-de-tillab-ri-et-3>

18 Ce chiffre fait référence à l'ensemble du pays d'après le Cadre harmonisé du Sahel.



## TABLEAU 3. INFORMATION GÉNÉRALE : INDICES DE DÉVELOPPEMENT

Indice de développement humain [1] <sup>19</sup>	Mali	0,427
	Niger	0,377
	Nigeria	0,534
Indice de vulnérabilité [2] <sup>20</sup>	Mali	6,4
	Niger	6,7
	Nigeria	6,9
Indice d'inégalité de genre	Mali	0,676
	Niger	0,647
	Nigeria	-

## 2. POPULATIONS EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

Les groupes de populations suivants ont été identifiés comme étant les plus vulnérables :

- **Les enfants** : la situation des droits de l'enfant dans les pays du Sahel demeure très alarmante. Au problème récurrent de la dénutrition s'ajoutent les violences contre les enfants et l'absence de scolarisation, qui sont en hausse. La prévalence moyenne de la malnutrition aigüe globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq ans dépasse le seuil de 10 % au Mali et au Niger<sup>21</sup>, et atteint des niveaux supérieurs à 15 % au nord-est du Nigeria, en proie au conflit contre Boko Haram.

Près d'un tiers des enfants au Mali (27 %)<sup>22</sup> et près de la moitié au Niger (47,8 %)<sup>23</sup> souffrent d'une malnutrition chronique qui affecte gravement leur développement. Le taux de malnutrition aigüe sévère (MAS) avoisine les 2,9%. Par ailleurs, le nombre d'enfants participant à des conflits ou enrôlés dans des groupes armés ne cesse d'augmenter. On estime que plus de 8 000 enfants ont été victimes d'enlèvements : les filles sont mariées aux membres des groupes terroristes ou leur servent d'esclaves sexuelles et les garçons sont utilisés comme soldats. Par ailleurs, l'insécurité et l'essor de l'extrémisme religieux entraînent une dégradation constante des conditions d'accès à l'éducation.

- **Les femmes** : celles-ci sont exposées à une augmentation des violences et des risques liés à leur genre. Ces menaces sont d'ordre sanitaire (personnel médical insuffisant et manque d'infrastructures adaptées aux besoins des femmes) et économique (difficultés d'accès aux ressources économiques), ou relèvent du niveau d'instruction (faibles niveaux de scolarisation) et de la tradition (mariages précoces, mutilations génitales et grossesses précoces).
- **Populations déplacées et communautés d'accueil** : l'arrivée des populations déplacées, victimes des conflits, entraîne une forte pression sur les ressources des communautés qui les accueillent, d'où une augmentation des besoins dans plusieurs domaines : protection (notamment face aux violences basées sur le genre), santé, éducation, asile, services de base et aide humanitaire.
- **Populations exposées à l'insécurité alimentaire en fonction des saisons** : les sécheresses, le conflit intercommunautaire et la hausse des prix des denrées alimentaires réduisent la capacité de production de ces populations, qui risquent de se retrouver dans les phases 3, 4 et 5 d'insécurité alimentaire (crise, urgence, famine).

19 « Rapport sur le développement humain 2019 », PNUD, 2019. Disponible ici : [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr\\_2019\\_overview\\_-\\_spanish.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_spanish.pdf)

20 INFORM 2019. Disponible ici : <http://www.inform-index.org/Countries/Country-profiles>

21 ECHO, juillet 2019. Disponible ici : [https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sahel\\_en](https://ec.europa.eu/echo/where/africa/sahel_en)

22 Enquête démographique et de santé VI 2018.

23 Enquête SMART 2018.

### 3. PRINCIPAUX BESOINS HUMANITAIRES ET RÉPONSE INTERNATIONALE

Les besoins humanitaires identifiés en 2019 sont liés à plusieurs facteurs et sont communs aux trois pays auxquels s'adresse la stratégie.

**Insécurité alimentaire chronique** : due au manque de pâturages, au risque de fléaux et à la faible pluviométrie, elle est aggravée par le conflit interethnique dans la mesure où les forces rivales détruisent des cultures ou mettent le feu à des lieux de stockage des denrées, ce qui entraîne de nombreuses fluctuations des prix des aliments. Pour combattre l'insécurité alimentaire, il faut s'attaquer à ses causes structurelles et adapter l'aide à une vulnérabilité multifactorielle, en permettant aux populations de bénéficier périodiquement des programmes d'aide alimentaire et nutritionnelle afin d'atténuer les chocs, d'empêcher la décapitalisation des familles en termes de production et d'éviter les impacts négatifs sur la nutrition.

**Taux élevés de dénutrition**<sup>24</sup> : le nombre de destinataires de l'aide dans la région continue d'augmenter et, compte tenu du nombre limité de ressources disponibles, il est nécessaire de renforcer le lien entre programmation humanitaire et développement, en investissant davantage dans la prévention afin de s'attaquer aux risques et aux facteurs de vulnérabilité, et d'améliorer la capacité de résilience. Il est donc essentiel de poursuivre les opérations de dépistage et de traitement de la malnutrition sévère tout en continuant d'encourager les actions qui visent à réduire son incidence, mises en œuvre dans le cadre de programmes communautaires de sensibilisation, de dépistage précoce et de traitement de la malnutrition modérée et des maladies qui y sont associées.

**Absence de protection** : les conflits en cours au Mali, au Niger (Liptako-Gourma) et dans le bassin du lac Tchad ont provoqué le déplacement et le déracinement de nombreuses familles. Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables face aux violences basées sur le genre.

**Faibles taux de scolarisation** : le taux élevé de décrochage scolaire accentue les risques auxquels sont exposés les enfants, en particulier le recrutement au sein de forces ou de groupes armés<sup>25</sup>, les violences intrafamiliales, l'exploitation ou la maltraitance.

En 2018, la communauté internationale a lancé un **appel régional** en faveur de huit pays du Sahel, afin de mobiliser 2,7 milliards de dollars pour répondre aux besoins de 14 millions de personnes, 1,05 milliard étant demandé pour le seul Nigeria. Malgré les efforts déployés pour accroître la visibilité des différentes crises qui secouent la région, avec la tenue de réunions de donateurs et de conférences internationales (Oslo I et II pour le lac Tchad en février 2017 et février 2019), la couverture financière présentait d'importantes lacunes dans des secteurs clés et des disparités significatives entre les pays. Ainsi, l'appel pour le Niger a été couvert à 84 %, contre 38 % pour le Mali.

Pour sa part, l'Union européenne prévoit de consacrer en 2020, par l'intermédiaire de la DG ECHO, 61,15 millions d'euros pour le Mali, le Niger et le Nigeria, soit 12,65 % de moins qu'en 2019.

En 2019, tous les plans de réponse humanitaire des Nations Unies dans la région ont réduit leur budget par rapport à 2018, sauf pour le Niger.

Afin de relever les défis structurels de la région et d'honorer les engagements contractés par l'AECID dans le cadre du Sommet humanitaire mondial et du *Grand Bargain*, la priorité sera accordée au renforcement du nexus humanitaire-développement-paix, en particulier dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi qu'à la promotion des transferts en espèces en tant qu'outil d'autonomisation de la population.

---

24 <https://reliefweb.int/map/nigeria/sahel-food-and-nutrition-crisis-2019-projected-figures-dg-echo-daily-map-17012019>  
<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad/document/sahel-2018-sahel-overview-humanitarian-needs-and-requirements-en>

25 *Principes de Paris relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés.*

## 4. POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE

### 4.1. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

OS1 : venir en aide aux populations en situation de vulnérabilité face aux crises alimentaires.

OS2 : lutter contre la dénutrition infantile.

OS3 : fournir aide humanitaire, services de base et protection aux populations touchées par les conflits armés, en particulier aux personnes les plus vulnérables (femmes et enfants).

### 4.2. PAYS D'INTERVENTION

Au Sahel, l'OAH de l'AECID a décidé d'axer son intervention sur trois pays : le Mali, le Niger et le Nigeria.

**Mali** : pays frappé par le conflit armé et intercommunautaire qui ravage le centre du pays (régions de Mopti et Ségou) et le nord (régions de Tombouctou, Gao et Ménaka).

**Niger** : région de Diffa, touchée par la crise du lac Tchad, avec des millions de personnes déplacées ou réfugiées ; régions de Tillabéri et de Tahoua, confrontées aux attaques de groupes djihadistes à la frontière du Mali et du Burkina Faso (Liptako-Gourma) ; région de Maradi, frontalière du Nigeria, affectée par les conflits ethniques.

**Nigeria** : crise humanitaire dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, en raison du conflit avec Boko Haram. En outre, une partie de la population présente une vulnérabilité chronique et a besoin d'aide alimentaire, essentiellement pendant les périodes de soudure.

La répartition géographique des fonds sera approximativement la suivante : 40 % Mali, 40 % Niger, 20 % Nigeria.

### 4.3. SECTEURS D'INTERVENTION

Les secteurs prioritaires de l'intervention humanitaire ont été initialement sélectionnés en fonction des besoins identifiés et conformément aux objectifs stratégiques définis au point 4.1.

L'intervention porte principalement sur les secteurs suivants : la sécurité alimentaire, la dénutrition infantile, la protection et l'éducation en situation d'urgence.

**TABLEAU 2 : SECTEURS ET SOUS-SECTEURS D'INTERVENTION PRIORITAIRES PAR PAYS**

	SECTEUR	SOUS-SECTEUR
NIGER	Sécurité alimentaire et nutrition	Renforcer la capacité productive des populations déplacées et des communautés d'accueil afin d'améliorer leurs moyens d'existence et d'accroître la durabilité de ceux-ci. Lutter contre malnutrition aigüe (sévère ou modérée). Répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des personnes déplacées et des communautés d'accueil pendant et après la crise en mettant en place des mécanismes de transferts d'espèces et d'approvisionnement en denrées alimentaires de base.
	Protection	Fournir une aide plurisectorielle aux personnes réfugiées ou déplacées et aux communautés d'accueil, touchées par les conflits et l'insécurité dans les pays voisins (Mali et Nigeria). Assurer la prévention des VBG* et la prise en charge des victimes.
	Éducation en situation d'urgence	Offrir aux enfants une éducation de qualité, équitable et inclusive. Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (former les acteurs éducatifs à la cohésion sociale, à la culture de la paix et à la réduction des risques de catastrophe).
NIGERIA	Sécurité alimentaire et nutrition	Développer des stratégies de sécurité alimentaire avec la mise en place de mécanismes de transferts d'espèces, notamment pour les ménages avec des enfants à charge et où les femmes sont cheffes de famille. Renforcer la capacité productive des populations déplacées et des communautés d'accueil afin d'améliorer leurs moyens d'existence et d'accroître la durabilité de ceux-ci. Lutter contre la malnutrition aigüe (sévère ou modérée).
	Protection	Fournir une aide plurisectorielle aux personnes réfugiées ou déplacées et aux communautés d'accueil, touchées par le conflit. Assurer la prévention des VBG* et la prise en charge des victimes.
	Éducation en situation d'urgence	Offrir aux enfants une éducation de qualité, équitable et inclusive. Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (former les acteurs éducatifs à la cohésion sociale, à la culture de la paix et à la réduction des risques de catastrophe).
MALI	Sécurité alimentaire et nutrition	Répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des personnes déplacées et des communautés d'accueil pendant et après la crise en mettant en place des mécanismes de transferts d'espèces et d'approvisionnement en denrées alimentaires de base. Lutter contre malnutrition aigüe (sévère ou modérée). Renforcer la capacité productive des populations déplacées et des communautés d'accueil afin d'améliorer leurs moyens d'existence et d'accroître la durabilité de ceux-ci.
	Protection	Fournir une aide plurisectorielle aux personnes réfugiées ou déplacées et aux communautés d'accueil, touchées par le conflit au nord du pays. Assurer la prévention des VBG* et la prise en charge des victimes.
	Éducation en situation d'urgence	Offrir aux enfants une éducation de qualité, équitable et inclusive. Renforcer les capacités de résilience du système éducatif (former les acteurs éducatifs à la cohésion sociale, à la culture de la paix et à la réduction des risques de catastrophe).

\*Violences basées sur le genre

## 4.4. PRINCIPAUX PARTENAIRES

L'AECID collaborera avec des organisations spécialisées dans le domaine de l'aide humanitaire d'urgence, techniquement compétentes, financièrement solides et capables d'apporter une réponse immédiate.

Au cours des deux prochaines années, l'AECID veillera à développer la localisation de l'aide, en travaillant avec les fonds communs humanitaires et en privilégiant, dans la mesure du possible, le financement direct des acteurs locaux qui présentent un avantage comparatif dans les secteurs prioritaires de la stratégie.

Dans chaque pays, l'AECID conduira son action en collaboration avec, entre autres, les agences et organismes internationaux du système des Nations Unies et avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), implantés dans la région et disposant d'une grande expertise dans les secteurs concernés.

Enfin, l'AECID s'appuiera sur des organisations non gouvernementales possédant une expertise avérée dans ces secteurs prioritaires et dans ce contexte géographique. Ces organisations, qui travailleront en coordination avec les institutions publiques nationales et les ONG locales, interviendront activement et efficacement dans les différentes instances de coordination mises en place dans chaque pays.

## 5. MATRICE DE REDEVABILITÉ

INDICATEURS		
GÉNÉRAUX	Budget annuel final alloué au Sahel et au lac Tchad	
	Budget annuel final, ventilé par secteurs et pays	
	Nb de personnes bénéficiaires des interventions (par an)	
	Budget annuel des transferts en espèces (espèces et coupons)	
	Budget annuel alloué aux interventions avec marqueur de genre 2a et 2b (IASC) ou 3 et 4 (ECHO)	
	Nb d'organisations locales et nationales financées	
SECTORIELS	PROTECTION	Nb de femmes et d'enfants victimes de VBG pris en charge
		Nb de femmes et d'enfants bénéficiaires d'une aide psychosociale
		Nb d'enfants non accompagnés bénéficiaires de soins et de protection alternative
		Nb de personnes bénéficiaires d'un soutien dans le cadre de procédures d'obtention de papiers et/ou de rapatriement volontaire
		Nb de personnes sensibilisées, informées ou formées en DIH
		Nb de personnes menacées de déplacement forcé bénéficiaires d'une aide/prise en charge
	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	Nb de personnes bénéficiaires d'une aide alimentaire
		Nb de personnes bénéficiaires de transferts en espèces (espèces et coupons)
	NUTRITION	Nb de personnes souffrant de malnutrition modérée ou sévère prises en charge (par an)
		Nb de personnes avec enfants à charge informées ou formées en alimentation infantile
		Nb d'établissements dont les capacités de prise en charge de la dénutrition ont été renforcées
	ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE	Nb d'enfants en âge scolaire (3-17 ans) victimes de la crise scolarisés ou avec un enseignant formé en soutien psychosocial
Nb d'enfants en âge scolaire (3-17 ans) victimes de la crise ayant reçu un kit de dignité et/ou un kit scolaire		
Nb de parents ayant reçu au sein de la communauté des messages visant à promouvoir et à améliorer l'accès à un milieu d'apprentissage sûr		

Catálogo General de Publicaciones Oficiales:  
<https://publicacionesoficiales.boe.es>

© De cette édition :  
Agence espagnole pour la coopération Internationale au développement



Av. Reyes Católicos, 4  
28040 Madrid, España

Tel. +34 91 583 81 00  
[www.aecid.es](http://www.aecid.es)

NIPO online: 109-20-043-1